



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

**PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST
(PFC BREST)**

BCRM BREST - CC 20
29 240 BREST CEDEX 9

**Prestation de traitement des déchets organiques de la
base sous-marine du port militaire de Brest**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PLIS :

Le 15/07/2025, 12H00 (heure de Paris)

**Le pli de chaque candidat doit être déposé au plus tard
aux date et heure fixées sur la plateforme des achats de l'Etat
(« PLACE »)**

Numéro de consultation : DAF 2024_001069
Procédure de passation : Appel d'offres ouvert.

Textes de références : code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1 Allotissement.....	5
3.2 Procédure de passation.....	5
3.3 Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)	5
3.4 Lieu d'exécution	5
3.5 Forme et étendue du marché	5
3.6 Modalités essentielles de financement et de paiement	5
3.7 Variantes	5
3.8 Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS.....	6
4.1 Contenu des documents de la consultation	6
4.2 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	6
4.3 Modification de détail des documents de la consultation.....	6
4.4 Questions – Réponses.....	6
4.5 Visite sur site	6
4.6 Prolongation du délai de réception des offres.....	7
ARTICLE 5 - CANDIDATURE	7
5.1 Exclusions	7
5.2 Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance	7
5.3 Présentation et contenu des candidatures	7
5.4 Examen des candidatures	8
5.5 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	9
5.6 Précisions sur la sous-traitance.....	9
ARTICLE 6 - OFFRE.....	10
6.1 Présentation de l'offre	10
6.2 Echantillons	10
6.3 Examen des offres	10
6.4 Critères d'attribution.....	10
6.5 Négociation	13
6.6 Durée de validité des offres	13
6.7 Modalités de remise des plis et de signature électronique	13
ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	13
7.1 Documents à fournir.....	13
7.2 Signature du marché.....	14
ARTICLE 8 - LANGUE.....	14
ARTICLE 9 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
ARTICLE 10 - CONTENTIEUX REGLEMENT D'UN DIFFEREND PAR LE MEDiateur ET LITIGES	14

11 annexes :

Annexe 1 : Fiche de renseignement ;
Annexe 2 : Demande d'accès sur site ;
Annexe 3 : Attestation de visite ;
Annexe 4 : Tableau références, principaux services fournis ;
Annexe 5 : fournisseurs non soumissionnaire ;
Annexe 6 : Détail quantitatif estimatif ;
Annexe 7 : Cadre de réponse technique ;
Annexe 8 : Cadre de réponse environnemental ;
Annexe 9 : Modalité de signature électronique ;
Annexe 10 : Transmission des plis ;
Annexe 11 : Coordonnées des correspondants.

Liste des abréviations :

CCAG : cahier des clauses administratives générales ;
CCAP : cahier des clauses administratives particulières ;
CCP : code de la commande publique ;
CCTP : cahier des clauses techniques particulières ;
CPR : contrôle primaire ;
DRO : document relatif à l'offre ;
PLACE : plateforme des achats de l'Etat ;
PSE : prestations supplémentaires éventuelles ;
RC : règlement de la consultation ;
RGPD : règlement général sur la protection des données ;
RPA : représentant du pouvoir adjudicateur ;
SFP : service fait présumé.

ARTICLE 1 - ACHETEUR

MINISTÈRE DES ARMÉES
PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST
Division achats publics -Bureau soutien commun
BCRM BREST – CC 20
29240 BREST CEDEX 9

La plate-forme commissariat (PFC) Brest agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- notification des bons de commandes ;
- non reconduction du marché ;
- résiliation du marché ;
- modification du marché ;
- suivi administratif et financier du marché ;
- règlement amiable.

Son directeur est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Engagements RSE du ministère :

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Egalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site : www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché relatif aux prestations de traitement des déchets organiques de la base sous-marine du port militaire de Brest. Elle porte sur des prestations de services. Les caractéristiques techniques sont précisées dans le CCTP n° DAF 2024_001069.

Le site relève des dispositions de contrôle et de protection spécifiques du Code de la défense au regard de sa sensibilité. Il constitue une zone protégée telle que définie aux articles L 413-7 et R 413-1 du Code pénal.

Le marché étant classé « sensible » au sens de l'instruction générale interministérielle n°1300 portant sur la protection du secret de la défense nationale, approuvée par arrêté du 9 août 2021, les candidats peuvent faire l'objet d'un contrôle de la personne morale auprès de la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD).

Le candidat présente, pour la personne morale, son représentant légal et le signataire habilité à engager la société la fiche de renseignement relative aux conditions de protection du secret et des informations concernant la défense nationale et la sûreté de l'Etat dans les contrats, jointe en annexe 1 au présent RC. Elle doit être remplie pour chacun des dirigeants de la société (société signataire). A chaque fiche de renseignement doit être jointe une photo couleur.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Allotissement

Le marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.2 Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L 2124-1, R2124-1 et R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique (CCP).

3.3 Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)

Le code CPV de la présente consultation est : 90911200-8 – Services de nettoyage de bâtiment.

3.4 Lieu d'exécution

La prestation est exécutée à l'adresse suivante :

Base sous-marine de Brest
Quai des flottilles
29 200 Brest.

3.5 Forme et étendue du marché

Le présent marché s'exécute par bons de commande conformément aux articles R 2162-13 et R 2162-14 du CCP. Il est mono-attributaire (R 2162-9 du CCP).

Le marché est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur de 1 992 000 euros hors taxes sur sa durée totale, conformément à l'article R 2162-4 du CCP.

Le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible tacitement, par période d'un (1) an à compter de sa date anniversaire de notification, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, la personne publique notifie sa décision au titulaire au moins deux (2) mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

3.6 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement s'effectue à partir de ressources propres du ministère des armées.

3.7 Variantes

Les variantes sont interdites.

3.8 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation et ses 10 annexes ;
- le document relatif à l'offre (DRO) ;
- le cahier des clauses administratives particulières CCAP DAF_2024_001069 et ses 2 annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières CCTP DAF_2024_001069 et ses annexes.

4.2 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents relatifs au DAF_2024_001069 sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

4.3 Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des plis.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat a remis un pli avant les modifications, il peut en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de remise des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des plis initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des plis dans le délai imparti, cette date est reportée par la personne publique. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

4.4 Questions – Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires, envoyées au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des plis, sont transmises aux candidats au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des plis.

4.5 Visite sur site

Afin de pouvoir apprécier les contraintes des prestations à réaliser, une visite des installations du site est **obligatoire** pour tous les candidats.

Cette visite se déroulera à la date suivante : **mercredi 21 mai 2025**

Une visite supplémentaire se déroulera le **jeudi 26 juin 2025**

Le soumissionnaire a l'obligation de participer, au minimum, à une de ces visites sous peine de rejet de son offre.

Pour y participer, les candidats doivent renseigner l'annexe 2 du présent règlement de consultation relative aux modalités d'accès sur sites, et la transmettre à l'adresse mail figurant ci-dessous avant le 19 mai 2025 à 12h00 pour la première date de visite et le 24 juin 2025 à 12h00 pour la date de visite supplémentaire.

gsbdd-bsl-dcs.charge-env.fct@intradef.gouv.fr

Deux (2) personnes, au maximum, seront autorisées à effectuer la visite pour chacun des candidats (même en cas de groupement).

La visite consistera en une présentation des lieux et installations. Lors de cette visite, le port des EPI est obligatoire (casques, chaussures de sécurité...), le candidat doit se présenter avec ses EPI.

Le jour de la visite, les visiteurs devront se présenter munis obligatoirement de leur carte d'identité ou de leur passeport en cours de validité, le seul permis de conduire ne constituant pas une pièce suffisante.

Au cours de la visite, la prise de photographies/vidéo ne sera pas autorisée.

A l'issue de la visite, une « Attestation de visite », dont le modèle est joint en annexe 3 au présent règlement de la consultation, sera renseignée, visée et remise au candidat. Ce document original, émargé des deux parties, sera obligatoirement joint à l'offre.

4.6 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie six (6) jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

ARTICLE 5 - CANDIDATURE

5.1 Exclusions

Le candidat ne doit pas être dans un des cas d'exclusion visés par les articles L.2141-1 à L.2141-6 (exclusions de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-11 (exclusions à l'appréciation de la personne publique) du code de la commande publique. Lorsqu'un candidat, en cours de procédure, est frappé par une de ces exclusions, il en informe la personne publique sans délai.

5.2 Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, la personne publique exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, la personne publique exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.3 Présentation et contenu des candidatures

Le candidat doit présenter sa candidature, soit sous forme de document unique de marché européen (DUME), soit « hors DUME ».

5.3.1 Candidature simplifiée sous forme de DUME

Les candidats présentent leur candidature sous la forme simplifiée en renseignant un DUME à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

5.3.2 Candidature « hors DUME »

Le candidat qui ne souhaite pas utiliser le DUME doit utiliser les formulaires DC1 et DC2 :

- formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), dûment rempli. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
- formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), dûment rempli. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

En tout état de cause, les documents et renseignements à produire sont :

⇒ Au titre de la capacité économique et financière :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles ;
- déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par la personne publique, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par la personne publique.

⇒ Au titre de la capacité technique et professionnelle :

- une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (cf. annexe 4 du présent document à compléter). Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ceux-ci et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La procédure est ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'espace économique européen. Pour un candidat étranger (appartenant à l'Union européenne ou à l'espace économique européen), sont admis les documents équivalents, dûment traduits en langue française, prévus par la législation en vigueur dans son pays.

5.4 Examen des candidatures

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas d'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution de du marché sont éliminées.

Si la personne publique constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

5.5 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, la personne publique autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel ;
- en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, son aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles. L'appréciation de son aptitude et des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la candidature.

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique. Dans ce cas, la solidarité est exigée, pour la bonne exécution du marché, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les documents, dont une signature est demandée au titre de la présente consultation, devront être signés par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

5.6 Précisions sur la sous-traitance

5.6.1 Candidature simplifiée sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

5.6.2 Candidature hors DUME

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

L'agrément de chaque sous-traitant sera reconduit tacitement sauf déclaration contraire du titulaire.

ARTICLE 6 - OFFRE

6.1 Présentation de l'offre

Les documents à fournir au titre de l'offre sont :

- le document relatif à l'offre (DRO_2024_001069) complété ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) (cf. annexe 6), complété ;
- l'attestation de visite (cf. annexe 3);
- le cadre de réponse technique du soumissionnaire (cf. annexe 7) complété ;
- le cadre de réponse environnemental (cf. annexe 8) complété ;
- les fiches de données de sécurité des produits de nettoyage (Cf. article 2.4 du CCTP DAF_2024_001069)
- la fiche de renseignement jointe en annexe 1 au présent RC, laquelle doit être remplie par chacun des dirigeants de l'entreprise (entreprise signataire) et accompagnée d'une photo couleur (une fiche/dirigeant) ;
- une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile du titulaire ;
- un numéro de compte bancaire international (IBAN).
- les éventuelles délégations de pouvoir.

Si le candidat n'est pas en mesure d'établir une offre, il lui est demandé de compléter et de renvoyer à la PFC Brest le document « Questionnaire fournisseur non soumissionnaire » joint en annexe 5 du présent règlement de la consultation.

6.2 Echantillons

Le marché ne comporte pas de demande d'échantillons.

6.3 Examen des offres

Les soumissionnaires sont informés que la personne publique peut examiner les offres avant les candidatures.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du code de la commande publique sont éliminées.

Toutefois, la personne publique peut inviter les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

6.4 Critères d'attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

- 1 – Critère prix : 60 points
- 2 – Critère technique : 20 points
- 3 – Critère environnemental : 20 points

Le classement des soumissionnaires sera effectué par addition des points obtenus pour les trois critères précités.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

En cas d'égalité sur la note finale, les offres sont classées d'après la note obtenue sur le critère « prix ».

Pour tout calcul, le nombre de points attribués est arrondi au centième supérieur.

⇒ **Analyse du critère prix :**

L'appréciation de ce critère est réalisée sur le montant TTC du détail quantitatif estimatif (DQE) (annexe 6 du règlement de la consultation) qui reprend les prix unitaires HT renseignés par les soumissionnaires au DRO.

Si une différence apparaît entre les prix renseignés au DQE et ceux renseignés au DRO, seuls ceux du DRO feront foi pour l'analyse des offres.

Le DQE constitue un estimatif de commande type annuelle donnant un montant total TTC non contractuel, uniquement destiné au jugement de l'offre.

- Les quantités estimées sont multipliées, ligne par ligne, au prix unitaire net HT. Le montant cumulé des lignes du DQE donne le montant total HT du DQE, auquel sera appliqué le taux de TVA pour obtenir le montant total TTC du DQE ;
- La société la moins-disante obtient le maximum de points du présent critère, soit soixante (60) points ;
- La cotation des offres des autres soumissionnaires est évaluée proportionnellement à l'offre la moins disante, selon la formule suivante :

$$(\text{Montant total TTC de l'offre la moins disante} / \text{Montant total TTC de l'offre analysée}) * 60 \text{ points}$$

➤ **Composition du DQE (annexe 6).**

Pour chaque intervention de ramassage, le tonnage est de 4 tonnes.

Prestation réalisée	Lieux - Alvéole	Nombre d'interventions
Prélèvement (échantillonnage représentatif) des déchets organiques et leur analyse		4
Prestation de ramassage et d'élimination des déchets	Alvéole A	2
	Alvéole B	2
	Alvéole C	1
	Alvéole D	1
	Alvéole E	1
	Alvéole F	1
	Alvéole G	1
	Alvéole H	1
	Alvéole I	1
	Alvéole J	1
	Alvéole K	1
	Alvéole L	1
	Alvéole M	1
	Alvéole O	2
	Alvéole P	2

Prestation de ramassage, d'élimination des déchets et de nettoyage, désinfection des surfaces (prix forfaitaire)	Fosse des pompes d'assèchement	1
	Travée centrale de circulation	2
	Alvéole O	2
	Alvéole P	2
	Alvéole A	2
	Alvéole B	2
	Allée Centrale	2
	Fosse des pompes d'assèchement	1

⇒ **Analyse du critère technique :**

Le critère technique est analysé sur la base des éléments de réponse apportés par les soumissionnaires dans le cadre de réponse (cf. annexe 7 du présent RC).

Les sous-critères analysés sont les suivants :

Sous-critères technique :		100 points
1	Moyens humains et matériels spécifiquement affecté(s) à la réalisation des prestations → moyens humains (qualifications, habilitations, expériences) (20 points) et moyens matériels (20 points), déployés pour l'exécution des prestations.	40 pts
2	Méthodologie d'intervention et d'exécution de la prestation de ramassage et d'élimination des déchets. → Mode opératoire de l'entreprise, de la réception de la commande, à l'analyse en laboratoire jusqu'à la réalisation complète de l'élimination des déchets organiques (40 points).	40 pts
3	Méthodologie d'intervention et d'exécution de la prestation de nettoyage. → Mode opératoire de l'entreprise, de la réception de la commande jusqu'à la réalisation complète de la prestation (20 points).	20 pts

Le nombre de points obtenus par les soumissionnaires aux trois (3) sous-critères sont additionnés. Le soumissionnaire totalisant le plus grand nombre de points obtient la note maximale du critère, soit 20 points.

La cotation des offres des autres soumissionnaires est évaluée proportionnellement à l'offre ayant obtenu le plus de points, selon la formule ci-après :

$$(\text{Nombre de points offre analysée} / \text{Nombre de points le plus élevé}) * 20 \text{ points}$$

⇒ **Analyse du critère environnemental :**

Le dossier environnemental de l'offre sera jugé en fonction de la qualité des sous-critères environnementaux détaillés en annexe 8 du présent document.

Le nombre de points obtenus par les soumissionnaires à chaque sous-critère sont additionnés. Le soumissionnaire totalisant le plus grand nombre de points obtient la note maximale du critère, soit 20 points.

La cotation des offres des autres soumissionnaires est évaluée proportionnellement à l'offre ayant obtenu le plus de point, selon la formule ci-après :

$$(\text{Nombre de points offre analysée} / \text{Nombre de points le plus élevé}) * 20 \text{ points}$$

6.5 Négociation

Ce marché ne met pas en place de négociation.

6.6 Durée de validité des offres

Les offres sont valables quatre (4) mois à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, la personne publique peut solliciter des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire, il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le soumissionnaire refuse de maintenir son offre, la personne publique poursuit la procédure avec le soumissionnaire ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

6.7 Modalités de remise des plis et de signature électronique

Les plis seront déposés sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les modalités de signature électronique et de transmission des plis sont détaillées en annexes 9 et 10 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

7.1 Documents à fournir

Dans tous les cas, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que la personne publique peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas tenu de fournir le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

En cas d'impossibilité de se procurer le certificat ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, la personne publique en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir, dans un délai fixé par la personne publique, les documents suivants :

- l'ensemble des justificatifs et moyens de preuve relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;

- le cas échéant un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires ;
- Le soumissionnaire établi en France produit son numéro unique d'identification permettant à la personne publique d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13. En cas de non-production de ce numéro, l'attributaire fournit un extrait de l'inscription au RCS (k ou kbis) datant de moins de 3 mois ou document équivalent.;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

7.2 Signature du marché

Seul l'attributaire est tenu de signer l'acte d'engagement ATTRI1. L'attributaire recevra, par le biais de la plate-forme des achats de l'État (PLACE), l'acte d'engagement ATTRI1.

L'attributaire renverra l'ATTRI1 signé, par le biais de la plate-forme des achats de l'État (PLACE), afin que le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) procède à la notification.

Dans le cas d'une signature électronique, l'acte d'engagement doit être retourné en respectant les exigences prévues par l'annexe 9 du présent règlement de la consultation. A défaut, les documents seront considérés comme non signés.

Il est rappelé que ces documents ne peuvent être signés que par une personne en capacité d'engager l'opérateur économique.

Si l'attributaire ne peut signer l'acte d'engagement dans le délai qui lui sera imparti dans la lettre d'attribution, il sera éliminé et la même demande sera adressée au soumissionnaire suivant dans l'ordre de classement des offres.

ARTICLE 8 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

ARTICLE 9 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent marché n'est pas concerné par le traitement des données à caractère personnel.

ARTICLE 10 - CONTENTIEUX REGLEMENT D'UN DIFFEREND PAR LE MEDiateur ET LITIGES

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte – CS 44416
35044 Rennes cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopieur : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Conformément à l'article R.414-6 du code de justice administrative, les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet : "<http://www.telerecours.fr>"

Le médiateur pour le ministère des Armées peut être contacté à l'adresse suivante : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr.